N° 435279

M. Dominique C...

2^{ème} et 7^{ème} chambres réunies

Séance du 13 janvier 2021

Lecture du 28 janvier 2021

CONCLUSIONS

Mme Sophie Roussel, rapporteure publique

Par un décret du 3 août 1977, M. Dominique C..., né en 1955 à Zürich d'un père français et d'une mère suisse, était libéré, à sa demande, de ses liens d'allégeance à l'égard de la France, deux ans après avoir acquis la nationalité suisse par naturalisation.

Quarante-et-un ans plus tard, M. C... revenait devant les autorités françaises, afin d'obtenir le retrait de cette décision, faisant valoir qu'elle avait été prise sur une demande formée sous la contrainte des autorités suisses.

C'est du refus né du silence gardé par le Premier ministre sur cette demande de retrait, et non du décret lui-même, dont les délais de recours sont expirés depuis bien longtemps, que vous êtes saisis.

1.- Si M. C... avait, dans le délai de recours contentieux de deux mois ouvert à compter de la notification du décret du 3 août 1977 le libérant de ses liens d'allégeance avec la France ou, à défaut d'une telle notification ou en l'absence d'information sur les voies et délais de recours, dans le délai raisonnable de trois ans suivant sa publication (en application de vos décisions du 20 novembre 2019 n°s 411145, 426372 et 429248, qui adaptent la durée du délai raisonnable issu de votre jurisprudence *X...*¹ pour le cas des décrets portant libération des liens d'allégeance à l'égard de la France) attaqué ce décret, sa contestation se serait heurtée à votre jurisprudence *M...* du 26 avril 2006, n° 278730 et 281325, p. 205, c'est-à-dire à une irrecevabilité faute d'intérêt pour agir, puisque ce décret a été pris à sa demande, irrecevabilité susceptible toutefois de n'être opposée – c'est ce que vous avez jugé par votre décision *M...* – qu'après vérification de l'existence même de cette demande ou de l'absence de vice de consentement affectant cette dernière.

En demandant bien longtemps après l'extinction de toute possibilité de contestation directe du décret, son retrait, et en formant dans les temps un recours pour excès de pouvoir contre le

¹ CE Ass., 13 juillet 2016, *M. X...*, n° 387763, p. 340.

refus né du silence gardé sur sa demande (dans le délai de recours contentieux de deux mois ou, à défaut, dans le délai raisonnable qui court à compter de la date à laquelle le demandeur a eu connaissance de la décision²), M. C... empêche qu'on lui oppose, ainsi que le demande pourtant le ministre en défense, la tardiveté de ses conclusions : l'objet de son recours n'est pas, du moins formellement, le décret le libérant de ses liens d'allégeance pris en 1977, mais bien le refus de retirer ce décret opposé en 2019.

Nous ne voyons pas que le motif de sécurité juridique qui fonde votre jurisprudence X... (n° 387763) puisse empêcher un requérant qui a laissé passer le délai de recours contre un acte administratif d'en demander à son auteur le retrait, ni même l'empêcher d'attaquer la décision administrative de refus qui lui est opposée, s'il l'attaque dans le délai. Les chances de succès d'une telle demande sont en revanche assez minces, dans la mesure où les règles applicables au retrait des actes administratifs, qu'il s'agisse des règles générales codifiées au code des relations entre le public et l'administration ou des règles spéciales édictées dans le cadre de législations particulières, sont assez restrictives, justement parce qu'elles incorporent l'impératif de sécurité juridique.

Vous jugez par exemple qu'un tiers qui n'aurait pas attaqué, dans le délai de deux mois suivant son édicton, un acte qu'il estime entaché de fraude est malgré tout recevable à demander, dans le délai de recours contentieux, l'annulation de la décision par laquelle l'autorité administrative a refusé de faire usage de son pouvoir d'abroger ou de retirer cet acte, quelle que soit la date à laquelle il l'a saisie d'une demande à cette fin : CE, 5 février 2018, *Société Cora*, n°s 407149, 407198, T. pp. 503- 857- 961.

On peut noter en outre, quoique vous n'avez pas à connaître très fréquemment de recours relatifs à des demandes de retrait de décret de libération des liens d'allégeance que, dans l'état de votre jurisprudence postérieure à votre décision X... (n° 387763), vous n'avez opposé aucune tardiveté au recours dirigé contre le refus de retirer un décret pris en 1964 formé dans le délai contentieux de deux mois, alors que vous jugez irrecevables dans la même décision les conclusions d'annulation présentées en 2019 et directement dirigées contre ce décret : CE, 2^{ème} chambre jugeant seule, 27 novembre 2020, *M. B...*, n°s 433651 et 436310, inédite.

2.- Il vous faut donc déterminer, pour être à même d'exercer votre contrôle d'excès de pouvoir sur la légalité du refus implicite de retirer l'acte, quelles suites l'administration était autorisée à donner à la demande de retrait de M. C....

Faut-il, pour déterminer et donc contrôler ce que l'administration pouvait faire face à cette demande, vous référer aux règles générales forgées par votre jurisprudence en matière de retrait des actes administratifs, codifiées au code des relations entre le public et l'administration, ou vous en tenir au seul code civil, en considérant que celui-ci énonce l'intégralité des règles applicables à l'abrogation et au retrait des décisions conduisant à l'acquisition ou à la perte de la nationalité française ?

² CE, 18 mars 2019, *M. JN...*, n° 417270, p. 60.

La question n'est pas entièrement nouvelle.

Vous vous êtes interrogés en sous-sections réunies en 2005 sur un refus d'abroger un décret libérant une ressortissante française de ses liens d'allégeance avec la France. Isabelle de Silva, qui concluait sur cette affaire, vous invitait à juger que la requérante n'était, en tout état de cause, pas recevable à demander cette abrogation, sans examiner le fond de la contestation, qui consistait à soutenir que le père de la requérante n'avait pas entendu inclure ses enfants mineurs, dont elle, dans sa demande. Son principal argument résidait dans le fait que le code civil n'organise aucune procédure d'abrogation d'un décret autorisant la perte de la nationalité française, en dehors des hypothèses de réintégration, par déclaration ou par décret. Quant aux hypothèses de retrait, elles sont expressément prévues et ne concernent que les décisions créatrices de droit que sont les décisions de naturalisation ou de réintégration.

Il est vrai, ainsi que le professeur Paul Lagarde rappelle dans son ouvrage de référence sur la nationalité française (P. Lagarde, *La nationalité française*, Dalloz, 2011, 4^{ème} édition, paragr. 34.171), que si jusqu'au décret-loi du 12 novembre 1938, le retrait des décrets de naturalisation obéissait au droit commun du retrait des actes administratifs, avec notamment la possibilité de rapporter un décret de naturalisation dans le délai du recours pour excès de pouvoir (CE, 13 juillet 1923, *Dame I...*, n° 78 107, p. 557, Rev. crit. DIP 1924.217), sauf en cas de fraude (CE Ass., 12 avril 1935, *Sieur S...*, n° 22 740, p. 520), des dispositions spéciales ont ensuite été édictées, qui régissent entièrement ces hypothèses : vous êtes notamment familiers des retraits décidés sur le fondement de l'article 27-2 du code civil, qui enserme dans le délai de deux ans à compter de la découverte de la fraude la faculté de retrait des décisions de naturalisation ou de réintégration obtenues par mensonge ou fraude, par dérogation au principe jurisprudentiel, codifié à l'article L. 241-2 du code des relations entre le public et l'administration, selon lequel un acte obtenu par fraude peut être abrogé ou retiré à tout moment³.

Les sous-sections réunies n'ont toutefois pas suivi la proposition de leur commissaire du gouvernement : la décision du 24 octobre 2005 *Mme G M...* (n° 263343), demeurée inédite, examine la légalité du refus et rejette la requête, sans rien dire de la recevabilité de la demande d'abrogation faite à l'administration. De deux choses l'une : soit la question a été réservée. Soit la formation de jugement a considéré que l'hypothèse dans laquelle l'intéressée aurait été libérée de ses liens d'allégeance contre son gré n'était pas susceptible de se résoudre dans le cadre d'une procédure de réintégration et qu'elle devait pouvoir être saisie par l'administration dans le cadre d'une demande d'abrogation, et, en cas de recours, par le juge. Nous penchons pour cette seconde interprétation, compte tenu notamment de ce qui a été jugé ensuite dans le cadre de votre décision *M...* du 26 avril 2006 n°s 278730, 278325. Il s'en

³ Ce retrait est, comme tous les retraits, rétroactifs, mais l'article 63 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française prend le soin de réserver la validité des actes passés par l'intéressé et des droits acquis par des tiers antérieurement à la publication du décret de retrait, sur le fondement de la nationalité apparente de l'intéressé

déduit que la formation de jugement a admis une possibilité d'abrogation ou de retrait en dehors des seules hypothèses régies par le code civil.

Parmi les différentes règles de sortie de vigueur des actes administratifs, d'origine jurisprudentielle avant d'être codifiées au code des relations entre le public et l'administration, nous croyons que l'hypothèse visée par les décisions *G M...* (n° 263343) et *M...* (n°s 278730, 278325), c'est-à-dire la demande de retrait ou d'abrogation d'un décret autorisant la perte de la qualité de français dans le cas où l'intéressé aurait été libéré de ses liens d'allégeance contre son gré (soit qu'il n'ait pas été l'auteur de la demande, soit que sa demande ait été présentée sous la contrainte⁴), doit être assimilée à une demande de retrait ou d'abrogation d'un acte entaché de fraude.

Cet effort d'assimilation est certes peu naturel dans la mesure où la fraude dont on parle ici n'est pas celle, classique, du demandeur qui agirait dans le but de tromper l'administration. Il nous paraît toutefois nécessaire, si vous entendez vous inscrire dans les règles générales de sortie de vigueur des actes administratifs telles qu'elles existent aujourd'hui.

D'une part, nous ne pensons pas possible de vous inscrire dans le sillage des jurisprudences de section du 23 juillet 1974, *Ministre de l'intérieur c/ Sieur G...*, n° 91338, p. 411 et du 29 novembre 1979, *Sieur Z...*, n° 90324, p. 598, en vertu de laquelle l'auteur d'une décision ayant créé des droits ne peut légalement la rapporter ou la remplacer par une autre décision qu'à la condition que la première soit elle-même illégale, si ce n'est, lorsque le retrait est sollicité par la voie d'un recours gracieux et qu'il n'est pas susceptible de porter atteinte aux droits des tiers, pour lui substituer une décision plus favorable à l'auteur du recours.

Cette règle générale, codifiée à l'article L. 242-4 du code des relations entre le public et l'administration, ne s'applique qu'aux décisions créatrices de droit. Or vous avez implicitement mais nécessairement pris parti, par votre décision de section *Epoux D...* du 25 juillet 1986 (n° 55135, p. 214), relative au contrôle du juge de l'excès de pouvoir sur la décision par laquelle l'administration refuse l'autorisation de perdre la nationalité française présentée sur le fondement de l'article 91 du code de la nationalité française, devenu article 23-4 du code civil, réservée aux Français possédant une autre nationalité, sur le fait qu'un décret libérant un Français de ses liens d'allégeance avec la France n'est pas une décision créatrice de droits. Ainsi que le président Bonichot en faisait la démonstration dans ses lumineuses conclusions sur cette décision, il n'existe pas en droit international privé de droit à changer de nationalité. Vous en avez déduit que l'administration n'est pas tenue de faire droit à une demande de libération des liens d'allégeance, et avez choisi en conséquence de n'exercer qu'un contrôle limité à l'erreur manifeste en cas de refus (v. pour un cas où vous avez censuré l'erreur manifestation d'appréciation entachant un refus : CE, 15 juin 1987, *L...*, n° 55136, T. p. 729 ; CE, 8 juin 1988, *S-A...*, n° 73267, T. pp. 598-784). En l'absence de droit

⁴ Le cas que vous rencontrez le plus fréquemment est celui des demandes présentées par des parents au nom d'un enfant mineur, qui ne peuvent être présentées qu'avec l'accord de tous ceux qui exercent l'autorité parentale et le cas échéant, en fonction de son âge, avec l'accord du mineur.

à être autorisé à changer de nationalité, nous pensons que la décision autorisant la perte de la nationalité française, qui a pour effet de faire cesser l'appartenance juridique d'une personne à la communauté nationale, n'est pas créatrice de droit.

La règle d'origine jurisprudentielle issue de vos décisions *G...* (n° 91338) et *Z...* (n° 90324) ne peut donc être mobilisée à propos du retrait d'un décret libérant un Français de ses liens d'allégeance à l'égard de la France, à la différence de celle autorisant l'administration à abroger ou retirer à tout moment un acte administratif obtenu par fraude, ou dans des conditions qui peuvent être assimilées à une fraude, dont le champ d'application n'est pas limité par la nature de l'acte en cause.

D'autre part, nous avons trouvé dans votre jurisprudence un précédent procédant à une telle assimilation, à propos d'un contentieux dirigé contre le refus opposé par le garde des sceaux à la demande de retrait, présenté par le père d'un enfant mineur, du décret qui avait autorisé son enfant, sur demande de la mère, à changer de nom. Le père soutenait que la demande de changement de nom avait été frauduleusement présentée par la mère, à son insu. Vous avez jugé que, dans les circonstances de l'espèce, le père de l'enfant n'établissait pas que le décret aurait obtenu par fraude, sans exclure par principe qu'un problème dans le consentement des parents à la demande de leur enfant mineur puisse relever d'une hypothèse de fraude, et donc de l'article L. 241-2 du code des relations entre le public et l'administration : CE, 28 juin 2019, *M. W...*, n° 425461, inédite.

Sans doute le code civil ne traite-il que des retraités motivés par la fraude commise par le demandeur et opposée à ce dernier par l'administration (en aménageant notamment, compte tenu de l'extrême gravité de ces décisions, les règles de délai), et ne dit-il mot du cas où des vices, assimilables à une fraude mais commise au détriment du demandeur, entachent la demande à la suite duquel le décret a été pris et sont ensuite opposés par le bénéficiaire de l'acte à l'administration. C'était l'argument principal d'Isabelle de Silva dans ses conclusions sur l'affaire *G M...* (n° 263343). Il nous semble pourtant qu'eu égard à la gravité des effets attachés à une décision libérant un Français de ses liens d'allégeance à l'égard de son pays, la possibilité d'obtenir le retrait ou l'abrogation de cet acte s'il a été obtenu dans des conditions assimilables à une fraude, possibilité qui résulte de l'application des principes généraux gouvernant la sortie de vigueur des actes administratifs, doit trouver à s'appliquer.

Vous avez raisonné de la sorte à propos à propos du retrait de la qualité de réfugié obtenu frauduleusement (CE Sect., 12 décembre 1986, *Tshibangu*, n°s 57214 et 57789, p. 279) : alors que l'article 1er de la convention de Genève de 1951 énumère à son article 1er les motifs permettant le retrait du bénéfice du statut de réfugié, et qu'on pouvait soutenir que les cas de retrait étaient entièrement et exclusivement régis par la convention, vous avez jugé que le retrait reste en outre possible, en application des principes généraux gouvernant le retrait des actes administratifs, au cas où les circonstances de l'affaire révéleraient que la demande au vu de laquelle le statut a été accordé à l'intéressé était entachée de fraude.

Nous vous invitons à suivre le même raisonnement pour les décrets de libération des liens d'allégeance, dans le sillage de la décision *Mme G M...* (n° 263343), mais en l'endossant cette fois-ci explicitement : en l'absence de procédure d'abrogation ou de retrait d'un décret autorisant la perte de la qualité de Français, il appartient au bénéficiaire d'une telle décision, s'il souhaite être réintégré dans la nationalité française, de solliciter cette réintégration dans le cadre des procédures prévues par les articles 24 et suivants du code civil. Il peut toutefois à tout moment, en vertu des principes généraux applicables au retrait des actes administratifs, demander à l'administration de retirer cette décision s'il s'avère qu'elle n'a pas été prise sur sa demande ou que celle-ci est entachée d'un vice de consentement, hypothèses que nous vous proposons d'assimiler à la fraude.

Nous ne croyons pas que vous deviez enserrer cette faculté de retrait dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la fraude, par analogie avec le délai prévu à l'article 27-2 du code civil pour le retrait des décisions de naturalisation ou de réintégration, pour deux raisons. La principale est qu'à la différence d'une décision de naturalisation ou de réintégration, un décret autorisant la perte de la qualité de Français n'est pas créateur de droit. L'autre tient au fait qu'il nous paraît plus sage, ou moins prétorien, dès lors que vous dégagez une faculté en dehors des textes, de vous en tenir à la théorie générale.

Si vous nous avez suivie, vous admettez donc qu'un ancien ressortissant français puisse à tout moment demander à l'administration le retrait du décret, pris à sa demande, le libérant de ses liens d'allégeance à l'égard de la France, en faisant valoir que ce décret n'a en réalité pas été pris sur sa demande ou que celle-ci est entachée d'un vice de consentement, hypothèses assimilables à une fraude.

3.- La voie ouverte ce faisant est toutefois très étroite.

Vous jugez, à propos des demandes d'abrogation d'actes réglementaires sur le fondement de votre jurisprudence *Alitalia* (CE Ass., 3 février 1989, n° 74052, p. 44), qu'un requérant n'a intérêt à demander le refus qui lui est opposé d'abroger un règlement que s'il justifierait d'un intérêt à contester la disposition dont l'abrogation est demandée (CE Ass., 20 décembre 1995, *Mmes V... et J...*, p. 440 ; AJDA 1996.124 chron. J-H. Stahl et D. Chauvaux ; réaffirmé postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 12 avril 2000 : CE, 24 juillet 2009, *De Y*, n° 317617, T. p. 881). Le seul fait d'avoir présenté une demande ne donne pas qualité pour attaquer le refus opposé à cette demande par l'administration.

Nous pensons qu'il en va de même à propos du refus de retirer ou d'abroger une décision non réglementaire, y compris s'il s'agit d'une décision individuelle.

Il serait incongru en effet que M. C... obtienne plus, de l'administration et, le cas échéant, du juge administratif, dans le cadre d'une demande de retrait que dans le cadre d'une demande d'annulation pour excès de pouvoir. Or vous avez jugé, par la décision *M...* du 26 avril 2006 n°s 278730, 281325 que nous mentionnions au début de nos conclusions, qu'un requérant n'est pas recevable, faute d'intérêt pour agir contre une décision prise à sa demande, à

contester le décret le libérant de ses liens d'allégeance à l'égard de la France mais que cette irrecevabilité ne peut être opposée qu'après avoir vérifié l'existence de la demande et l'absence de vice de consentement.

Saisis de conclusions d'annulation contre le refus de retirer le décret pris le 3 août 1977, vous pourriez pour cette raison vous limiter à vérifier ces deux éléments, avant d'opposer, le cas échéant, la même irrecevabilité. Cette façon de procéder correspondrait en tous points à celle que vous avez suivie dans une décision de jugeant-seule du 17 juillet 2013, *M. U...*, n° 363498, inédite.

4.- Ce cadre posé, nous arrivons au cœur de la contestation de M. C..., qui soutient que c'est sous la contrainte des autorités suisses qu'il a demandé à être libéré de ses liens d'allégeance à l'égard de la France.

Jusqu'en 1992 (réforme issue d'une loi fédérale du 23 mars 1990, entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1992), la loi suisse restreignait la double-nationalité. La France aussi, mais jusqu'à la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 complétant et modifiant le code de la nationalité française et relative à certaines dispositions concernant la nationalité française⁵.

L'article 5 de la loi fédérale suisse du 29 septembre 1952 sur l'acquisition et la perte de nationalité (la LNS) prévoyait ainsi que l'enfant d'un père étranger et d'une mère suisse n'avait la nationalité suisse que faute de pouvoir en acquérir une autre à la naissance. M. C..., né d'un père français et d'une mère suisse, a donc, par filiation, reçu uniquement la nationalité française. L'article 27 de cette loi permettait néanmoins à l'enfant né d'une mère suisse de former avant ses 22 ans une demande dite de « naturalisation facilitée ». C'est dans cette démarche que le requérant, né en Suisse, ayant grandi et étudié dans ce pays et souhaitant y travailler, s'est engagé, en septembre 1974.

L'article 17 alors en vigueur disposait toutefois qu'en cas de naturalisation, « *la renonciation à la nationalité étrangère doit être exigée si elle peut être raisonnablement attendue du requérant* ».

M. C... a d'ailleurs signé le 2 mai 1975, à l'invitation des autorités suisses et préalablement à sa naturalisation, une déclaration par laquelle il s'engageait dans un délai d'un an à déposer au consulat de France une déclaration de renonciation à sa nationalité française ou, si cette possibilité lui était refusée, une demande libération de ses liens d'allégeance. Il a acquis la nationalité suisse quelques jours plus tard, le 14 mai 1975.

⁵ L'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère a été en principe, et jusqu'à la loi du 9 janvier 1973, un cas de perte de plein droit de la nationalité française (article 17 du code civil ancien, article 87 du code de la nationalité française, aujourd'hui article 23 du code civil), avec toutefois dès 1889 une procédure d'autorisation, afin d'éviter la fuite devant la conscription. La loi du 9 janvier 1973 a prévu que le Français qui acquiert volontairement une nationalité étrangère conserve sa qualité de français et ne peut la perdre que volontairement, sous certaines conditions assez restrictives : s'il réside habituellement à l'étranger, est libéré de ses obligations militaires et a souscrit une déclaration formelle dans l'année qui suit l'acquisition de la nationalité étrangère.

Par la suite, afin de déterminer le pays dans lequel il effectuerait son service militaire, les autorités françaises lui ont demandé, en application de la convention franco-suisse relative aux obligations militaires des doubles-nationaux du 1^{er} octobre 1958, de fournir un certificat de domicile dit de « modèle A ». M. C... n'était tenu en effet, en vertu de cette convention, d'accomplir ses obligations militaires que dans celui des pays dont il était le ressortissant où il avait sa résidence habituelle.

Les autorités de police helvètes lui ont toutefois refusé la délivrance de ce certificat, lui rappelant son engagement signé le 2 mai 1975 de renoncer à sa nationalité française. C'est à la suite de ce refus que M. C... a présenté la demande ayant conduit au décret du 3 août 1977 l'autorisant à perdre la qualité de Français.

Ce dernier voudrait vous faire juger que le fait de s'être soumis à la loi suisse, à l'invitation des autorités de police suisses, a constitué une contrainte – un chantage même, selon le dernier mémoire produit.

Respecter la loi contre son gré n'est cependant jamais susceptible de constituer une cause de vice de consentement. Nous vous invitons à l'affirmer solennellement. Sans doute la législation fédérale suisse a-t-elle évolué, et ne fait-elle désormais plus obstacle, depuis la loi du 23 mars 1990, à la multiplicité des appartenances nationales. M. C... s'est d'ailleurs rapproché des autorités françaises dès 1990, sans contester toutefois (à notre connaissance) la réponse qui lui a été faite par le consul général à l'époque, à savoir qu'il n'existait aucune possibilité de revenir sur le décret de 1977 le libérant de ses liens d'allégeance avec la France en dehors des procédures de réintégration, subordonnées d'après les informations qui lui ont été données à sa résidence effective en France. Mais cette circonstance, postérieure, ne traduit en rien un vice affectant la demande présentée en 1977, qui puisse être assimilée à une hypothèse de fraude.

5.- Pour nous résumer, le recours de M. C... n'est recevable qu'à la condition que ce dernier vous convainque que sa demande de libération de ses liens d'allégeance à l'égard de la France était inexistante ou qu'un vice affectait son consentement.

Cette condition n'est pas satisfaite. Les moyens qu'il soulève, de légalité externe (défaut de motivation, en tout état de cause inopérant⁶) comme de légalité interne (erreur de droit consistant à avoir maintenu une décision contraire à la conception française de l'ordre public, dans la mesure où la loi suisse alors applicable comportait une discrimination entre les hommes et les femmes dans la filiation⁷) sont donc formulés au soutien de conclusions irrecevables, faute d'intérêt pour agir⁸.

⁶ A supposer que la décision en litige doive être motivée (ce qui n'est pas évident au vu des dispositions générales applicables en la matière et de la nature d'une telle décision - refus de retirer une décision non créatrice de droit – mais pourrait être le cas par extrapolation de l'article 27 du code civil), le dossier ne fait pas apparaître que M. C... aurait demandé, dans le délai de recours contentieux, au ministre la communication des motifs (art. L. 232-4 du code des relations entre le public et l'administration).

Il appartient à M. C..., s'il s'y croit fondé, de solliciter une réintégration dans la nationalité française car la voie contentieuse qu'il a choisie n'est pas la bonne.

La réintégration par décret sur le fondement de l'article 24-1 est subordonnée aux mêmes conditions que la naturalisation, notamment à une condition de résidence en France (énoncée à l'article 21-16 du code civil). La réintégration par déclaration sur le fondement de l'article 24-2 (ancien article 97-4 du code de la nationalité française) est subordonnée à l'existence de liens manifestes, notamment d'ordre culturel, professionnel, économique ou familial avec la France (condition traduite à l'article 19 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité). Nous nous étonnons que cette condition soit présentée en pratique – sur le site servicepublic.fr notamment – par l'exigence d'une résidence en France⁹, alors que la circulaire n° 94/16 du 27 juin 1994 du garde des sceaux relative à l'enregistrement des déclarations de nationalité par les juges d'instance, dont les termes sur ce point sont repris par la circulaire du 11 juin 2010 relative à la réception et enregistrement des déclarations de nationalité française par les greffiers en chef invite à retenir une approche très concrète, qui peut conduire à prendre en compte par exemple la conservation de biens mobiliers en France ou le lien avec la famille résidant en France.

Par ces motifs, nous concluons au rejet de la requête.

⁷ Si c'est le père de M. C... et non sa mère qui avait été suisse, ce dernier aurait été suisse de plein droit, sans recourir à la procédure de « naturalisation facilitée ».

⁸ En pratique, si la condition pour que la demande soit jugée recevable était satisfaite, l'annulation serait certaine, quoique d'autres moyens que ceux se rapportant au consentement du demandeur, par exemple de légalité externe, pourraient également être fondés.

⁹ Voir à ce titre les explications données sur le site service-public.fr : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3071>. La jurisprudence judiciaire en ce sens est toutefois fondée sur l'ancien article 153 du code de la nationalité, relatif aux demandes de réintégration présentée par des personnes de nationalité française qui étaient domiciliées au jour de son accession à l'indépendance sur le territoire d'un Etat qui avait eu antérieurement le statut de territoire d'outre-mer de la République française, subordonnées à la condition d'avoir établi leur domicile en France. Nous n'avons pas trouvé de jurisprudence topique. L'article 21-14, qui énonce une condition similaire pour la réintégration par déclaration des descendants de Français établis à l'étranger, qui ont perdu la nationalité par désuétude en application de l'article 23-6 ou à qui a été opposé la fin de non-recevoir prévue par l'article 30-3, a été interprété (circ. n° 94/16 du 27 juin 1994 relative à l'enregistrement des déclarations de nationalité par les juges d'instance) moins strictement. Ces liens « peuvent par exemple être caractérisés par le fait d'appartenir à une association qui a pour objet de répandre la culture française, d'envoyer ses enfants dans des établissements scolaires français, (...), de conserver en France des biens mobiliers ou immobiliers, de maintenir des liens avec sa famille résidant en France ». Cette même circulaire recommande la même approche pour les déclarations souscrites au titre de l'article 24-2 que celles souscrites au titre de l'article 21-14.